

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX



LE DÉPARTEMENT

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

POUVOIR ADJUDICATEUR/ACHETEUR

DÉPARTEMENT DU VAR
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU VAR
Direction des infrastructures et de la mobilité (DIM)
390, avenue des Lices
CS 41303
83076 TOULON Cedex

représenté par monsieur le président du Conseil départemental du Var

La délibération interne n°A4 du 26 octobre 2022 donne autorisation à l'acheteur à préparer, passer, exécuter, régler et résilier le cas échéant le présent marché

OBJET DE LA CONSULTATION

RD 71 - Commune d'AIGUINES
PR 33+800 à 34+400
Réparation de chaussée

PROCÉDURE DE CONSULTATION

Établie en application du code de la commande publique (CCP)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
marché à procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1.
R. 2123-1.1 °, art. R. 2123-4. et R. 2123-5. du CCP

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

LE 27/05/2024 à 20 H 00

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la prestation suivante :

RD 71- Commune d'Aiguines - PR 33+800 à 34+400 Réparation de chaussée

Allotissement de l'opération :

Il n'est pas prévu d'allotissement de l'opération.

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent de la **catégorie 3** au sens du Code du travail (Loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Mâchefers/ Matériaux issus des filières de recyclage

Les orientations du Grenelle de l'environnement et la Convention d'Engagement Volontaire signée le 02 juillet 2010 entre le Département du Var et les acteurs de conception, réalisation et maintenance des infrastructures routières, voirie et espace public urbain engagent notamment les différents acteurs à :

- Préserver les ressources non renouvelables
- Préserver la biodiversité et les milieux naturels
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie
- Accroître la performance environnementale des entreprises et des infrastructures
- Améliorer la sécurité des usagers, des riverains et des personnels travaillant sur chantier.

Dans ce cadre, le Département du Var a décidé de promouvoir l'utilisation de l'ensemble des matériaux alternatifs lorsque la nature des travaux rendrait possible leur mise en œuvre, en ouvrant aux candidats à ses marchés publics la possibilité d'utiliser pour les usages routiers des graves de recyclage.

Mâchefers:

Les mâchefers sont interdits pour ce marché en raison de la proximité d'un cours d'eau.

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront vers le mois d'**octobre 2024**.

Le financement de la prestation est assuré par le budget départemental.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1- NATURE DE LA PROCÉDURE

La consultation est lancée suivant la procédure adaptée visée aux articles R. 2123-1.1 °, art. R. 2123-4. et R. 2123-5. du CCP.

2-2- MAÎTRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le service suivant du maître d'ouvrage : Pôle territorial DRACENIE-VERDON représenté par son chef de pôle.

2-3-TECHNIQUE D'ACHAT - LOTS - TRANCHES - PHASES - MODALITÉS D'ATTRIBUTION

2-3-1- Technique d'achat

Sans objet.

2-3-2- Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2-3-3- Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2-3-4- Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

2-3-5-Modalités d'attribution

Le marché sera attribué à une entreprise individuelle ou à un groupement momentané d'entreprises.

Dans le cas de groupements conjoints, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

En application de l'article R. 2142-21. du CCP, l'acheteur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupement,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

2-4- REMISE EN CONCURRENCE EN COURS D'EXÉCUTION

Sans objet.

2-5- DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

2-5-1- Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5-2- Dispositions particulières aux procédures de dialogue compétitif et aux marchés de conception-réalisation

Sans objet.

2-6- VARIANTES - MODIFICATIONS DONT CLAUSES DE RÉEXAMEN - MARCHÉ SIMILAIRE

2-6-1- Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-6-2- Modifications dont clauses de réexamen

Le marché pourra être modifié conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2194-1. à L. 2194-3. et R. 2194-1. à R. 2194-9. du CCP dans les cas suivants :

- **les modalités de paiement et d'établissement des factures** pourront être adaptées par ordre de service (OS) ;
- **les évolutions des index de paiement** (comme une modification, suppression, remplacement d'index), réglementaires, législatives, évolutions en matières de protection de la main-d'oeuvre et des conditions de travail (*dérogation à l'article 6.2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG)-travaux*), de protection de l'environnement (*dérogation à l'article 7.2 du CCAG-travaux*) tout comme les aménagements liés au COVID-19 qui seraient postérieurs à la date limite de remise des offres, s'imposant de fait aux parties pourront être adaptées par OS.

Si le titulaire lors de la réception de l'OS émet des réserves en lien avec ces évolutions, un avenant sera établi et l'ordre de service sera réputé non écrit ;

- **travaux supplémentaires** qui deviendraient nécessaires ;
- **en cas de changement de coordonnateur**, le changement sera notifié par ordre de service,
- **des prix nouveaux** peuvent également être appliqués à des travaux prévus par le marché afin de tenir compte des conditions réelles de leur réalisation. Ils seront notifiés par ordre de service (cf. Article 3.4.7 du CCAP) ;
- **changement d'organisation ou de dénomination des services de l'acheteur** tels que désignés dans le marché.

Le titulaire sera informé de ces changements par ordre de service. Ces changements entreront en vigueur par simple notification de cet ordre de service, sans aucune autre formalité ;

- **changement du représentant du titulaire ou changement de titulaire** (cf. Article 1.2 du CCAP) ;
- en phase préparatoire, **les mentions du mémoire technique et environnemental du titulaire plus favorables au maître d'ouvrage** que les clauses initiales du marché, pourront se substituer à celles-ci, après notification par ordre de service ;
- en cas d'**évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel** (cf. Article 10 du CCAP).

2-6-3- Marché similaire

Un marché en procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des prestations similaires conformément à l'article R. 2122-7. du CCP.

2-7- MODE DE RÈGLEMENT

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

2-8- DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAI(S) D'EXÉCUTION

La durée du marché et le délai d'exécution sont fixés à l'article 4 de l'acte d'engagement.

2-9-MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10-DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée en page de garde du présent règlement de consultation.

Ce délai est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine ce délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit, à minuit.

2-11-PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PROJETS

Sans objet.

2-12- ACTION D'INSERTION DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ

Ce marché ne fait pas l'objet d'une action d'insertion.

2-13-GARANTIES PARTICULIÈRES POUR MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU

Sans objet.

2-14-SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

A/ Document joint au dossier de consultation

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi N° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est joint au présent dossier de consultation le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS simplifié) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

B/ Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Les entreprises sont tenues de remettre au coordonnateur SPS. un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

2-15- NOMENCLATURES COMMUNAUTAIRES

La référence aux nomenclatures européennes (**CPV**) associées à la présente consultation est la suivante :

N° 45233140-2 : travaux routiers

Code NUTS : FRL05-VAR

2-16-CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur) comprend les documents suivants :

pièces servant de base au marché :

- le règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
 - **annexe 1** : le cadre du mémoire technique et environnemental ;
 - **annexe 2** : AWS-Achat "conditions générales d'utilisation" à l'exception de l'article A5 auquel il est dérogé (version 1.2 du 27/07/2023) ;
 - **annexe 3** : le cadre de sous-détail de prix unitaire et sa fiche explicative ;
- l'acte d'engagement (AE) et son annexe relative au règlement général sur la protection des données (RGPD) - Protection des données personnelles;

- le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le PGCSPPS Simplifié et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses environnementales générales (CCEG) du Département du Var ;
- le cahier des clauses environnementales particulières (CCEP);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cadre du détail estimatif (DE) ;
- le dossier « réseaux concessionnaires » : la liste des exploitants des réseaux fournie par le guichet unique ainsi que leurs coordonnées et le plan des réseaux existants suivant les informations données par les concessionnaires, l'ensemble des DT et leurs récépissés.

pièces servant à l'intelligence du projet :

- Plan de situation
- Plan général des travaux
- Diagnostic amiante

2-17-MISE À DISPOSITION DES DOCUMENTS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Les candidats doivent retirer le dossier de consultation par voie électronique à partir du site :

www.marches-publics.info

Les candidats doivent répondre par voie électronique uniquement.

Pour des raisons d'ordre technique, il est demandé aux candidats de ne pas modifier le nommage des pièces téléchargées.

Nous vous invitons à vous inscrire sur la base Fournisseurs de notre prestataire AWS pour bénéficier de la **veille automatique gratuite** ciblée par métier et par mots clés, pour l'ensemble de nos consultations.

POUR VOUS INSCRIRE :

- allez sur <http://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>,
- donnez votre Email dans "...pas encore inscrit » puis suivre la procédure,
- vous recevrez un courriel de contrôle pour vérifier votre adresse, en validant vous accéderez au formulaire à renseigner. (autorisez « courrier@aws-france.com » dans votre anti-spam, et autorisez les contenus distants pour cette adresse),
- choisissez votre métier, si nécessaire vos codes nomenclatures, et vos mots clés.

Cf. Annexe au présent règlement de la consultation AWS-Achat – CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION.

ARTICLE 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 - PROCÉDURE DE PRÉSENTATION PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE UNIQUEMENT

Important : Les offres sont remises dématérialisées. Si elles ne le sont pas, elles ne constituent pas une offre.

- **Documents de la candidature**

La plate-forme de dématérialisation AWS offre aux candidats cet espace de stockage numérique qui est librement consultable par les acheteurs l'utilisant.

L'espace fournisseur de la plate-forme AWS permet aux candidats de disposer gratuitement d'un coffre-fort sécurisé disponible dans GESTION/Attestations. Il permet de déposer les attestations en cours de validité. Elles seront accessibles pour l'ensemble des marchés passés avec un acheteur utilisant AWS. Un système d'alerte avertira les candidats de la fin de validité de leurs attestations.

Cf Article 2.6 – Attestations fiscales et sociales - de l'annexe du présent règlement de la consultation AWS-Achat - CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

- **Documents relatifs à l'offre**

Cf. Annexe au présent règlement de la consultation «dématérialisation».

RAPPEL : pour des raisons d'ordre technique, il est demandé aux candidats de ne pas modifier le nommage des pièces téléchargées.

Les formats acceptés sont précisés dans l'annexe de dématérialisation. Les formats .odt et .ods sont aussi acceptés. Nous vous conseillons d'utiliser le format PDF pour l'ensemble de votre offre à l'exception des BPU et DQE à remettre sous un format .ods de préférence.

Il est conseillé de déposer votre offre pièce par pièce et de limiter les poids des fichiers en privilégiant le noir et le blanc et la basse résolution dans la limite du possible.

3.2 – DOCUMENTS À PRODUIRE

Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :

3.2.1 – Contenu du dossier de la candidature

Pour la présentation de la candidature, le candidat peut utiliser :

- les formulaires DC1 et DC2 (ou équivalents) ;
- ou
- Le document unique de marché européen (DUME).

1. Lettre de candidature peut être remise au moyen du formulaire DC1 à compléter (ou équivalent) et en cas de groupement, habilitation du mandataire par ses cotraitants.

L'imprimé DC1 est disponible sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

A défaut de l'utilisation du formulaire ci-dessus, la justification à produire par les entreprises candidates soit en tant qu'entreprise générale soit en tant que membre d'un groupement est :

- **une déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1. à L. 2141-5. et L. 2141-7. à L. 2141-11. du CCP, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Les documents et renseignements aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R. 2142-1. à R. 2142-14. du CCP :

2. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Dans le cadre du justificatif à produire mentionné ci-dessus, le candidat peut utiliser l'imprimé DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou équivalent.

L'imprimé DC2 est disponible sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

3. Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, liée à l'objet du marché, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Ces attestations indiquent la nature, le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Conformément aux articles R. 2143-13. et R.2143-14. du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve :

- que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1. D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2. D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

- ou qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

En cas de groupement, l'appréciation de capacités professionnelles, techniques, économiques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelque que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Le candidat produira les mêmes documents concernant cet ou ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet ou de ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ou (des) opérateur(s) économique(s).

- Le document unique de marché européen (DUME)

Conformément à l'article R. 2143-4. du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3. du CCP.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

Le DUME remis par le candidat est rédigé en langue française.

Le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celle-ci. Il doit également fournir à l'appui du DUME, les documents mentionnés précédemment.

En cas d'allotissement, et si les critères de sélection varient selon les lots, un DUME doit être rempli pour chaque lot (ou pour chaque groupe de lots partageant les mêmes critères de sélection).

Un candidat qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit fournir son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, même temporaire, un DUME distinct doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

- Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché sera tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engagera à accepter les obligations portées à l'annexe relative au RGPD de l'acte d'engagement.

3.2.2 – Contenu du dossier de l'offre

- **l'acte d'engagement et notamment son article 3.2 sur la nature des matériaux et son annexe** relative au RGPD-Protection des données personnelles : cadre ci-joint à compléter, à dater et à signer par le (les) représentant(s) dûment habilité(s) de tous les candidats.
En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises ;
- **le(s) formulaire(s) de déclaration de sous-traitance (DC4) (le cas échéant) signé(s)** par le candidat et le sous-traitant ;

La signature électronique n'est pas obligatoire toutefois le candidat s'engage à signer l'offre électroniquement après attribution sous peine de perte du marché.

Par souci de simplification, les seules pièces à signer par l'attributaire sont l'acte d'engagement et le(s) formulaire(s) de déclaration de sous-traitance (DC4) (le cas échéant).

- le cas échéant, **le ou les documents relatif(s) aux pouvoirs** de la personne habilitée pour engager le candidat.
- **le bordereau des prix unitaires** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- **le détail estimatif** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

- les sous-détails établis conformément à l'annexe n° 3 du présent RC pour les prix suivants :
 - prix n° 403 : EB 14 - Assise et reprofilage - GB 0/14 de classe 3,
 - prix n° 404 : EB 10 - Roulement - BBSG 0/10 de classe 3 sur 6 cm,
 - prix n° 501 : Fourniture et pose de gabions matelas double torsion épaisseur 0,5 m,
 - prix n° 502 : Longrine 0,50 m x 0,50 m sur gabions pour glissières.

Pour rappel : les sous-détails de prix remis par le candidat doivent être **impérativement** complétés selon le cadre joint au dossier en annexe n°3 du présent RC.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la non production de sous-détails des prix cités plus haut entraînera l'irrégularité de l'offre.

- le **mémoire technique et environnemental** des dispositions envisagées par l'entreprise pour l'exécution des prestations, sera à établir selon le cadre joint en annexe.
Le mémoire sera contractuel.
Un seul mémoire technique et environnemental sera fourni par groupement.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre une déclaration de sous-traitance en remplissant le formulaire intitulé «Déclaration de sous-traitance (DC4)» joint à l'offre ou sur un document équivalent mentionnant notamment :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières du sous-traitant (si ces dernières n'ont pas été fournies à l'appui de la candidature pour justifier les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières complétant celles du candidat),
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article R. 2144-4. du CCP, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise les certificats prévus aux articles R. 2143-6. à R. 2143-10. du CCP, permettant de justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction soumissionner :

- une déclaration sur l'honneur, datée et signée, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1. et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4. du CCP ;
- justification d'inscription au registre professionnel (numéro unique d'identification - SIREN) ;
- la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire, (le cas échéant) ;
- l'attestation de régularité fiscale* ;
- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois (URSSAF ou équivalent)* ;
- le certificat attestant de la régularité de paiement des cotisations d'assurance vieillesse et assurance invalidité- décès (ne concerne que les professions libérales et avocats au CE et à la cour de cassation) ;

- une attestation de congés payés (le cas échéant pour les entreprises assujetties à une caisse de congés payés) ;
- l'attestation de cotisation retraite délivrée par l'organisme PRO BTP (sauf si l'entreprise relève du régime de la MSA) ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés prévue aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail ou une déclaration sur l'honneur indiquant qu'aucun salarié étranger n'est employé* ;
- l'attestation responsabilité civile professionnelle liée aux activités, objet du présent marché ;
- pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité décennale. L'opérateur économique dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification du marché pour produire cette attestation. (art. 8 du CCAG-travaux).

**Conformément aux articles D8222-5 et D8254-4 du Code du Travail, ces documents sont à fournir tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché.*

Par ailleurs, il conviendra de fournir :

- un RIB (Commun si groupement solidaire) ;
- le cas échéant, le ou les documents relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

Conformément à l'article L. 2141-12. du CCP, lorsque le candidat est, au cours de la procédure de passation du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1. à L. 2141-11. du CCP, **il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.** Dans cette hypothèse, l'acheteur exclut le candidat de la procédure de passation du marché pour ce motif.

ARTICLE 4. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 – CRITÈRES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Capacités professionnelles, techniques, économiques et financières.

Conformément à l'article L.2141-7 du CCP, les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur verront leur candidature rejetée pour ce motif.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions de l'article R. 2144-7. du CCP, sont déclarées irrecevables et les candidats sont éliminés.

4.2 – CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

- prix : 65 %
- valeur technique : 20 %
- valeur environnementale : 15 %

4-2-1 - Critère prix

Le critère du prix sera noté sur 65 points:

Ce critère sera analysé sur la base du détail estimatif.

Si les candidats sont assujettis à des taux de TVA différents, il est précisé que ce critère sera analysé sur la base du montant hors taxes afin de respecter l'égalité de traitement des candidats.

Les notes critère prix seront établies sur la base de la formule suivante :

$$\text{note du prix (NP)} = 65 \times \frac{\text{montant de l'offre la moins disante}}{\text{montant de l'offre du candidat}}$$

En cas de discordance constatée dans une offre, sauf cas d'erreur manifeste, les indications portées en chiffres sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs notamment de format de cellule, de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera aligné sur le montant du détail estimatif rectifié en tenant compte de l'ensemble des indications qui précèdent.

Si cette rectification est sans conséquences sur le classement des offres, elle est faite d'office par l'acheteur.

Sinon, le candidat sera interrogé.

Dans tous les cas, si l'offre rectifiée est déclarée économiquement la plus avantageuse, celle-ci fera l'objet d'une mise au point.

Si un ou plusieurs prix ne sont pas renseignés par un candidat, ceux-ci pourront néanmoins faire l'objet d'une régularisation, à condition qu'ils représentent au total moins de 3% :

- de l'estimation,
 - ou de l'offre moyenne si l'estimation est jugée comme sur ou sous-évaluée lors de l'analyse,
- ET que le classement final des candidats ne soit pas modifié.

4-2-2 – Critère valeur technique

La valeur technique sera appréciée au vu du mémoire fourni par le candidat et notée sur 20 points (voir article 1 du cadre du mémoire technique et environnemental annexé au présent règlement de la consultation):

Sous-critère 1 - Installation de chantier - 5 points

Sous-critère 2 - Mode d'exécution des travaux - 5 points

Sous-critère 3 - Programme d'exécution des travaux - 5 points

Sous-critère 4 - Gestion de la sécurité du chantier - 5 points

Note éliminatoire:

Toute note inférieure ou égale à 1 sur 5 pour chacun des sous-critères sera éliminatoire.

Le détail des attendus pour chaque sous-critère figure au cadre de mémoire technique et environnemental (annexé au présent règlement de la consultation).

Chacun des éléments de la valeur technique sera analysé pour être noté.

Le barème s'inspirera de la cotation suivante, réponse :

0	non renseignée, inadaptée
1	très insuffisante
2	insuffisante
3	moyenne
4	bonne
5	très bonne

Le cas échéant, il sera appliqué au barème ci-dessus le(s) coefficient(s) correspondant(s).

Pour le sous-critère 3: si la durée du planning dépasse la durée contractuelle indiquée aux articles 4 de l'AE et 1-5 du CCAP, la note de 0 sera attribuée.

Cette valeur technique sera calculée de la façon suivante :

note technique (**NT**) = somme de tous les sous (sous) critères selon le barème détaillé ci-dessus.

note valeur technique (**NVT**) = 20 X $\frac{\text{note technique (NT) du candidat}}{\text{meilleure note technique (NT) obtenue par un ou plusieurs candidats}}$

4-2-3 – Critère valeur environnementale

La valeur environnementale sera notée sur 15 points, se décomposant comme suit :

Sous-critère 1 - Nature des matériaux (5 points)

La note obtenue par le candidat est fonction du choix des matériaux, issus de carrières ou de filières de recyclage, que le candidat s'engage à mettre en œuvre **au prix cité ci-dessous** (à renseigner à l'article 3.2 de l'acte d'engagement).

PRIX N°	Note attribuée en fonction du choix des matériaux		
	Matériaux neufs de carrières	Matériaux issus de la filière de recyclage	
		si simple déclaration de GNT issue du recyclage	si déclaration de GNT recyclée et fiche technique fournie avec indication du site de fabrication
307: GNT 0/20	0	3	5

- Le candidat qui s'engage à mettre en œuvre **au prix n°307** exclusivement des matériaux issus de filières de recyclage sans fournir le(s) fiche(s) technique(s) respective(s) obtient **3 points maximum**.
Il en sera de même en cas de fourniture par le candidat de(s) fiche(s) technique(s) respective(s) **non conforme(s)**.
- Le candidat qui s'engage à mettre en œuvre **au prix n°307** exclusivement des matériaux issus de filières de recyclage, **avec la fourniture de(s) fiche(s) technique(s) respective(s) conforme(s) avec indication du site de fabrication**, obtient **5 points maximum**.
- Le candidat qui n'emploie que des matériaux neufs issus de carrières obtient **0 point**.
Il en sera de même si le tableau de l'article 3.2 de l'acte d'engagement n'est pas renseigné.

Un seul type de matériaux est autorisé par ligne.

Si toutefois un candidat coche plusieurs cases par ligne, **il obtient 0 point sur cette ligne.**

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'une pénalité sera appliquée en cours d'exécution du marché en cas de non-respect des engagements de l'entreprise titulaire quant à la mise en œuvre de matériaux issus de la filière de recyclage. Cette pénalité est définie à l'article 4-8-5 du CCAP.

Sous-critère 2 - Mesures prévues en faveur de l'environnement proposées par le candidat dans le cadre de l'exécution des prestations du marché (10 points)

Ce sous-critère sera apprécié au vu du mémoire technique fourni par le candidat (voir article 2 du cadre de mémoire technique et environnemental annexé au présent règlement de la consultation).

Le détail des attendus pour ce sous-critère figure au cadre de mémoire technique et environnemental (annexé au présent Règlement de la consultation).

Le barème s'inspirera de la cotation suivante, réponse :

0	non renseignée, inadaptée
1	très insuffisante
2	insuffisante
3	moyenne
4	bonne
5	très bonne

Le cas échéant, il sera appliqué au barème ci-dessus le(s) coefficient(s) correspondant(s).

Cette valeur environnementale sera calculée de la façon suivante:

Note environnementale (**NE**) = somme de tous les sous-critères selon les barèmes détaillés ci-dessus.

$$\text{Note valeur environnementale (NVE)} = 15 \times \frac{\text{note environnementale (NE) du candidat}}{\text{meilleure note environnementale (NE) obtenue par un ou plusieurs candidat}}$$

4-2-4 - Classement final des offres

Le classement final des offres s'effectue selon l'ordre décroissant des Notes Finales des Candidats (**NFC**) :

$$\text{NFC} = \text{NP} + \text{NVT} + \text{NVE}$$

Négociation

Le Conseil départemental du Var se laisse la possibilité de négocier avec le ou les candidats.

Cette phase de négociation étant facultative, il est vivement conseillé aux candidats de faire leur meilleure offre.

4.3 – LANGUE DE RÉDACTION DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

L'acheteur exige que les candidats joignent une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue.

4.4 – UNITÉ MONÉTAIRE

Les candidats sont informés que l'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : EURO.

ARTICLE 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite sur la plate-forme de dématérialisation :

cf. Article 2.3 – Correspondre avec l'acheteur - de l'annexe au présent règlement de la consultation «AWS-Achat CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION»

Une réponse sera, alors, adressée **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**, à toutes les entreprises ayant été destinataires du dossier.

Tout échange avec les entreprises s'effectue de manière dématérialisée par le biais de la plate-forme AWS. Aussi, le candidat est invité à consulter régulièrement son espace sur la plateforme et sa messagerie afin de prendre connaissance de l'état d'avancement de la procédure et des attentes éventuelles de l'acheteur dans le cadre de la consultation.

ARTICLE 6. CONDITIONS DE REMISE DES PROPOSITIONS

Les possibilités de remise sont les suivantes :

1. Remise d'un pli non signé

Si vous faites le choix de remettre votre pli non signé et dans la perspective de l'obtention du marché, il vous est conseillé, dès à présent, l'acquisition d'un certificat de signature électronique.

Cf. Annexe au présent règlement de la consultation.

2. Remise d'un pli signé

Si vous faites ce choix, les documents doivent être **désormais signés en amont de leur dépôt** selon le mode opératoire en lien ci-après :

https://www.marches-publics.info/kiosque/AWS-Achat_depot-sans-signature.pdf.

Les plis devront être déposés sur la plate-forme avant la date et l'heure limites figurant en page de garde du présent règlement de la consultation.

Chaque pli transmis par le candidat en réponse à la consultation est considéré comme une offre et à ce titre, il doit comprendre l'ensemble des pièces exigées. Conformément aux dispositions de l'article R. 2151-6 du CCP, en cas de pluralité d'offres, seule sera ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

RAPPEL :

- pour des raisons d'ordre technique, il est demandé aux candidats de ne pas modifier le nommage des pièces téléchargées,
- les offres sont remises dématérialisées. Si elles ne le sont pas, elles ne constituent pas une offre.

Les documents doivent être complétés dans les zones prévues à cet effet, sans être modifiés. Sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière, les soumissionnaires s'engagent à ne pas modifier le présent règlement de la consultation ainsi que les éléments constitutifs du dossier de consultation.

Copie de sauvegarde : conformément à l'article 2.4 de l'annexe au présent règlement de la consultation «AWS-Achat CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION», si vous faites le choix de nous faire parvenir une copie de sauvegarde, elle devra être adressée, **avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement, avec la mention : “COPIE DE SAUVEGARDE - 20240465 - RD 71 - Commune d'Aiguines – PR 33+800 à 34+400 - Réparation de chaussée - NE PAS OUVRIR”**

La copie de sauvegarde pourra être envoyée en recommandé ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

**Département du Var
Service des marchés
Bureaux N°102 ou N°133
Bâtiment OMÉGA
77 Impasse LAVOISIER
83160 LA VALETTE DU VAR**

de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 du lundi au jeudi et 16h00 le vendredi.

Annexes au présent règlement de la consultation :

- annexe 1 : cadre du mémoire technique et environnemental,
- annexe 2 : conditions générales d'utilisation de la plate-forme de dématérialisation,
- annexe 3 : cadre de sous-détail de prix unitaire et fiche explicative.

Annexe 1 : CADRE DU MÉMOIRE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Nota :

Les éléments techniques d'une sous-traitance envisagée sans au moins un engagement écrit du sous-traitant à réaliser les prestations ne seront pas prises en compte dans le cadre de l'analyse.

Article 1 - Critère "valeur technique"

1.1 - Installation de chantier et mode d'exécution des travaux (sous-critères n°1 et n°2)

Il s'agit de permettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de juger la capacité de l'entreprise à s'organiser et mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de répondre aux exigences du maître d'ouvrage et aux contraintes spécifiques du chantier (hygiène et sécurité du personnel, sécurité des tiers, des usagers et des riverains).

Les éléments suivants devront être développés :

Sous-critère n°1 : Installation de chantier

Indication sur l'installation de chantier avec :

- **plan de situation** (lieu d'installation par rapport à la zone de travaux),
- **plans d'aménagement** (description, ateliers, aire de stockage et de nettoyage des engins). Il inclut une **note détaillée** reprenant les dispositions relatives à ce plan et montrant la bonne compréhension du candidat des enjeux et difficultés liés à l'installation de chantier, notamment du fait du site (route de montagne, domaine public, propriété privée,...) et du terrain (accès,...).

Sous-critère n°2 : Mode d'exécution des travaux

Le candidat remettra un document précisant :

- le **mode d'exécution de chaque phase** selon les contraintes spécifiques du chantier précisant les procédés d'exécution envisagés et les moyens mis à disposition (main d'œuvre et matériel),
- les **contrôles envisagés**
- la **provenance et la qualité des matériaux** mis en œuvre et des fournitures posées (fiches matériaux, fiches produits,...).

1.2 - Programme d'exécution des travaux et gestion de la sécurité du chantier (sous-critères n°3 et n°4)

Il s'agit de permettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de juger la capacité de l'entreprise à s'organiser et mettre en œuvre les moyens nécessaires **afin de limiter l'impact des travaux sur les usagers et sur les riverains étant donné la fermeture pour la durée des travaux de la RD 71.**

Les points suivants seront précisés par le candidat:

Sous-critère n°3 : Programme d'exécution des travaux

Indication sur :

- le **programme d'exécution des travaux**, détaillé par prestations techniques (description, durée) avec fourniture d'un **planning prévisionnel**. Il inclut la période de préparation de chantier.

La durée du planning ne devra pas excéder la durée contractuelle du marché indiquée aux articles 4 de l'Acte d'engagement (AE) et 1-5 du CCAP.

Si la durée du planning dépasse la durée contractuelle indiquée aux articles 4 de l'AE 1-5 du CCAP, la note de 0 sera attribuée.

L'entreprise devra indiquer le détail des travaux sur place.

Sous-critère n°4 : Gestion de la sécurité du chantier

Le candidat remettra une **note méthodologique** qui détaillera les mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier.

Elle précisera notamment :

- que le candidat a bien saisi les enjeux de sécurité spécifiques au chantier notamment face au risque de chute de pierre en aval des travaux et de la présence **de chemins ruraux et/ou pédestres** à proximité du chantier.
- un plan détaillé concernant la signalisation de position et les dispositifs utilisés pour la fermeture de la RD 71.

L'entreprise indiquera également :

- **le nom et les coordonnées du responsable sécurité** qui devra être joignable 24h/24h.

Article 2 - Critère "valeur environnementale"

Sous-critère 1 - Nature des matériaux

Voir article 4-2-3 du règlement de la consultation.

Sous-critère 2 - Mesures prévues en faveur de l'environnement proposées par le candidat dans le cadre de l'exécution des prestations du marché

Il s'agit de permettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de juger la capacité de l'entreprise à s'organiser et mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de protéger l'environnement.

L'élément suivant devra être développé :

Indication sur les différentes dispositions pour la protection de l'environnement durant l'exécution des travaux, détaillant :

- les **dispositions envisagées** pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets ainsi que les **moyens envisagés** mis en œuvre pour respecter au minimum le Cahier des Clauses Environnementales Générales (C.C.E.G.) du Département du Var et le Cahier des Clauses Environnementales Particuliers (C.C.E.P.)
- les dispositions envisagées pour réaliser un **chantier à faibles nuisances** (horaires de travail, gestion des eaux de pluie, pollution atmosphérique,...).
- le nom d'un **responsable environnemental** devra être communiqué.